



Communiqué commun des Fédérations CGT Métallurgie et Mines Energie du 7 décembre 2020 Visite du Président de la République sur le site de Framatome du Creusot

Filière nucléaire : Un programme, un avenir

Le président de la République, Emmanuel Macron, se rend ce mardi à l'usine Framatome Creusot-Forge en Saône-et-Loire, berceau de la filière électronucléaire française.

Dans ce contexte inédit de crise sanitaire mais aussi sociale et économique, la question de la souveraineté électrique revêt une importance cruciale pour assurer la réponse aux besoins de la Nation, d'aujourd'hui et de demain, et demeure un levier de développement et de maintien de notre industrie.

Pourtant, dans cette même période, nous assistons à une accumulation de contre signaux assumés par ce gouvernement auprès de la 3^e filière industrielle française, assurant le 3/4 de la production électrique :

- Fermeture anticipée des deux réacteurs de Fessenheim, et de douze réacteurs supplémentaires d'ici à 2035, d'après la Programmation Pluriannuelle de l'Energie.
- Prévission à 4 ans d'ajustement d'effectifs à la baisse dans les usines Framatome de construction des gros composants ainsi que la mise en place d'une ingénierie low-cost.
- Mise en danger de pans entiers de nos sous-traitants, fournisseurs et partenaires victimes de la financiarisation et de la rentabilité à court terme (G.E, Industeel, Schneider Electric, etc.).
- Poursuite de la désindustrialisation de notre pays et des délocalisations alors que l'argent public coule à flot sur ces entreprises.

Comment maintenir une filière nucléaire capable d'affronter les défis de demain en laissant détruire tout le tissu industriel dont elle a besoin pour son développement ?

Si la lutte contre le dérèglement climatique est affichée comme impérative, le besoin de production pilotable dans la transition du système électrique n'est pas abordé dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie qui ne mentionne aucun objectif concret de renouvellement du parc nucléaire. Celui-ci est pourtant bas carbone et pilotable.

En cela, pour la CGT, le maintien en France d'un parc nucléaire efficient demeure le socle du mix énergétique à l'horizon 2050.

Pour sortir de la crise économique actuelle, à partir de projets structurants, la CGT pose la nécessité de développer des capacités industrielles en territoire, au bénéfice de l'ensemble des secteurs, de relocaliser les entreprises et activités essentielles (technologies-clés, savoir-faire et propriétés intellectuelles) telles que celles menées par la branche Energie de GE, ex Alstom.

Avec la création du Conseil National de la Reconstruction, pour la CGT il est désormais indispensable de lancer un programme adapté à nos capacités industrielles, en fixant le principe d'un palier de 6 à 10 tranches basé sur les retours d'expériences de l'opérateur national, type EPR 2.

Pour financer ce programme, EDF doit en garder la propriété et les responsabilités depuis la construction jusqu'à l'exploitation et la maintenance. C'est une raison supplémentaire pour une nouvelle nationalisation d'EDF, sans entrer dans une découpe de marchand de tapis, tel que le projet Hercule. Le 10 décembre, les agents poursuivront la mobilisation engagée depuis plusieurs mois. Cette nouvelle nationalisation est un point d'étape dans le cadre du programme progressiste de l'énergie porté par le FNME CGT et soutenu par la FTM CGT qui englobe la chaîne complète de la production jusqu'à l'efficacité et la performance.

Enfin pour permettre aux générations futures de disposer d'une source d'énergie abondante en réutilisant le combustible utilisé, fermer durablement le cycle du combustible et capitaliser 4 décennies de savoir-faire sur la filière française de surgénérateur, le prototype de 4^e Génération Astrid doit voir le jour !

L'industrie et le nucléaire en particulier, s'inscrivent dans des cycles d'investissement et d'amortissement de long terme et la CGT estime que l'intervention des salariés sur les sujets qui structurent leur devenir est incontournable.

L'ambition d'une filière nucléaire de haut niveau passe également par des garanties sociales du même niveau, et ce pour l'ensemble de ses acteurs, grands donneurs d'ordres, comme les sous-traitants et fournisseurs. Le 11 décembre à l'initiative de la FTM-CGT, les salariés de ce secteur sont appelés à se mobiliser pour exprimer leurs revendications, dont l'amélioration de leur convention collective..

La CGT considère que la meilleure façon d'aborder le calendrier industriel des années futures est que l'Etat enfin stratège pour le bien-être de la Nation, planifie un plan de relance qui réponde à l'intérêt général, assis sur la projection des besoins, et dans une vision dépassant les échéances électorales.